À l'école : que faire après le virus ?

François Dubet

Rien ne sera plus comme avant ! Le Covid-19 nous a réappris la solidarité : les professions et les métiers les moins valorisés sont aussi indispensables à notre survie et à notre vie commune que le sont les « premiers de cordée ». Nous avons découvert combien la mondialisation était fragile, tout en nous rendant plus dépendants encore les uns des autres face à un virus assez démocratique pour menacer les pays les plus riches. Peut-être aussi aurons-nous découvert les vertus de la sobriété en renonçant à consommer toujours plus et toujours plus mal. Peut-être aussi aurons-nous appris que l'on peut « travailler autrement ». À l'école, rien ne sera plus comme avant et le virus aura changé nos manières d'enseigner et d'éduquer. Tel est le scénario optimiste.

Bien sûr, on peut imaginer que tout redevienne comme avant, mais en pire. Nous reprendrons nos vieilles habitudes et nos anciennes querelles dans une situation économique tellement difficile que la haine, le ressentiment et les égoïsmes déchireront plus encore la société. Avec l'explosion du chômage et la chute du PIB, chacun se battra pour retrouver sa situation « d'avant », jusqu'à la prochaine crise. Pour ce qui est de l'école, nous oublierons les trois mois de confinement pour retrouver au plus vite nos querelles, nos routines, nos examens, nos programmes et nos manières de trier les élèves. Ce serait dommage, parce que nous pourrions faire quelque chose de cette crise.

Ce que le virus a révélé

Le virus a révélé une capacité de mobilisation, une générosité et une inventivité de la plupart des enseignants qu'aucun ministre n'aurait obtenues, quitte à y mettre des primes, des décrets, quelques inspecteurs et beaucoup de négociations. Bien sûr, tous les enseignants ne se sont pas convertis à un nouveau métier. Mais, du jour au lendemain ou presque, les cours ont été mis en ligne, les élèves ont reçu des fiches et des exercices, les parents ont été informés. Des groupes de travail se sont constitués entre les élèves et avec les enseignants, dont beaucoup ont téléphoné à leurs élèves et ont accepté d'être appelés. De la grande section de maternelle à l'université, les enseignants n'ont pas laissé tomber leurs élèves et leurs étudiants. Beaucoup ont dû s'intéresser à leurs conditions de vie et de travail. On a découvert ce qu'on savait déjà : tous les élèves n'ont pas un ordinateur à disposition, tous n'ont pas des parents capables de les aider, tous n'ont pas une chambre ou un « coin à eux » pour faire leurs devoirs.

Il sera sans doute très difficile d'évaluer l'efficacité pédagogique de cette façon d'enseigner et de suivre les élèves : on ne pourra faire une analyse comparée en double aveugle, puisque tout le monde a été confiné. Mais une chose paraît certaine, la plupart des élèves et des étudiants ne se sont pas sentis abandonnés et chacun a « bricolé » pour continuer son travail et assurer une présence numérique. En les mobilisant quelques heures par jour, le suivi des enseignants a probablement aidé beaucoup d'élèves à mieux supporter la vacuité du confinement. Comme les enseignants, les élèves se sont mis au télétravail et, la plupart des élèves étant déjà sur leurs réseaux sur WhatsApp, Facebook et bien d'autres plateformes encore, il est vraisemblable que les collégiens, les lycéens et les étudiants ont beaucoup plus travaillé ensemble qu'ils ne le font d'habitude. Alors que le travail scolaire est souvent solitaire, le confinement des élèves a peut-être rendu ce travail plus collectif que jamais.

En juin 2019, des professeurs gardaient les copies du bac pour protester contre la nouvelle formule de l'examen. Pour beaucoup d'entre eux, le contrôle continu signait la fin de l'égalité républicaine devant les examens. Mais devant l'anxiété des élèves et l'improbable reprise des cours en mai 2020, la décision du ministre de faire passer le bac en contrôle continu a été bien accueillie par les syndicats. Circonstances exceptionnelles

sans doute, mais un tel accord est unique dans l'histoire de l'éducation nationale. Le ministère et sa bureaucratie perdant la main, les syndicats n'ayant plus la capacité de construire des revendications et de mobiliser, tout s'est passé comme si les enseignants n'avaient pu compter que sur eux-mêmes, comme si la conscience professionnelle, l'attachement aux élèves, le sens du service public avaient pris le relais puisque les règlements, les horaires établis, les hiérarchies et les procédures avaient brutalement perdu toute signification. Beaucoup d'enseignants ont fait ce qu'ils n'avaient jamais imaginé de faire et, probablement, ce qu'ils auraient refusé de faire si une réforme le leur avait imposé.

Bien sûr

Bien sûr, il serait absurde de penser que les semaines de confinement ouvrent une nouvelle ère pédagogique, mais elles ont révélé et posé de multiples problèmes. Commençons par le plus évident. Toute la vie familiale est réglée par l'école dans une société où les deux parents travaillent. Toute la vie économique l'est aussi : plus d'école, plus de centres de loisirs, plus de crèches, plus de clubs sportifs… et toute la vie de travail est désorganisée. Les économistes pourraient sans doute calculer l'effet de la fermeture des écoles sur le PIB.

C'est une évidence, les élèves ne sont pas égaux devant l'école, et ils le sont moins encore quand l'école se fait à la maison. Il est probable que plus de 10 % des élèves ont été « perdus », n'ont pas reçu les messages des enseignants ou ne leur ont pas répondu. Tous les élèves n'ont pas un ordinateur disponible, tous ne sont pas confinés dans de bonnes conditions et il est vraisemblable que les élèves et les étudiants qui décrochaient doucement, et sans que cela se voie, décrochent plus encore. On sait aussi que la mobilisation des parents par l'école numérique accroît considérablement les inégalités scolaires : soit les parents ont le temps et les compétences, soit ils n'ont ni l'un ni les autres. Gageons que les enfants de cadres et d'enseignants creuseront plus encore les écarts avec l'école à la maison.

Autre évidence, l'éducation et les apprentissages sont affaire de relations et de vie sociale. On apprend avec les autres, parfois contre, mais rarement tout seul. L'école est d'abord une forme de vie collective, on

s'attache souvent plus à ses camarades d'école qu'à ses enseignants. Les élèves, petits et grands, sont très engagés dans cette vie sociale où se déploient les amitiés et les amours, où s'affirment les goûts et les personnalités, un monde où l'on grandit ensemble. On sait aussi que la relation pédagogique est bien plus qu'une simple transmission de savoirs : les enseignants voudraient capter l'intérêt des élèves, les élèves voudraient admirer leurs professeurs, et même quand elle ne fonctionne pas bien, l'éducation reste une relation. Pour le dire d'un mot, une école virtuelle ne serait pas une école.

Et pourtant

L'école à la maison n'est pas l'école, elle ne la remplacera donc pas. Mais doit-on pour autant revenir à la situation antérieure et faire comme si rien ne s'était passé ?

Nous pourrions, par exemple, nous interroger sur l'articulation des calendriers scolaires, des vies de famille et des vies au travail. Ce que beaucoup découvrent aujourd'hui comme une contrainte insupportable, avoir les enfants et les adolescents à la maison tout en devant travailler, est une situation banale pour toutes les familles qui ne s'échappent pas durant les petites vacances d'automne, d'hiver et de printemps, pour ces familles qui ne peuvent compter ni sur les grands-parents, ni sur un conjoint, ni sur les services publics. Personne ne pourra ignorer que toutes ces « petites » inégalités qui semblaient banales et « normales » sont en réalité décisives, alors que la question des « rythmes scolaires » a été tranchée au détriment des familles les plus modestes. L'articulation des temps scolaires, des temps familiaux et des temps du travail pourrait se poser dans des termes nouveaux.

L'articulation des temps scolaires, des temps familiaux et des temps du travail pourrait se poser dans des termes nouveaux.

S'il va de soi que l'école à la maison est plus inégalitaire que l'école à l'école, on ne peut oublier que l'école à l'école est loin d'être aussi égalitaire qu'elle le prétend, notamment quand elle externalise le travail scolaire sur les familles. Ce qu'elle fait de manière routinière. Jusque-là, on ne semblait guère se soucier des élèves peu connectés, des parents absents ou accaparés, pas plus qu'on ne semblait s'étonner que des

parents de collégiens et de lycéens se mobilisent tous les week-ends pour faire en famille les exercices, les exposés et les dissertations. Pire, quand on demandait aux parents d'aider leurs enfants, ce travail familial semblait parfaitement normal. Pas plus qu'on ne semblait scandalisé par les filières européennes où les élèves bénéficient, par leurs familles ou par l'école, de multiples séjours linguistiques et d'un entre-soi culturel et social particulièrement favorable… Même si l'école à la maison accentue ces inégalités, le retour à la normale sera sans doute celui des inégalités scolaires dont on sait qu'elles sont particulièrement élevées en France en dépit d'un système formellement homogène et égalitaire.

Il faut que les élèves et les enseignants se retrouvent ensemble à l'école puisque c'est un collectif qui éduque et instruit. Là encore, l'école à l'école est meilleure que l'école numérique, que l'école à la maison. Cependant, l'école française n'est pas la plus accueillante et la plus démocratique qui soit. Bien souvent, à l'école, la vie juvénile et la vie scolaire coexistent dans une indifférence relative, quand ce n'est pas dans une sourde hostilité. On sait que les élèves et les étudiants français se distinguent de leurs camarades européens par une très faible confiance en eux. Si les étudiants français se mobilisent volontiers contre les projets de réforme, en revanche, leur participation à la vie universitaire reste insignifiante, comme le montrent les très faibles taux de votants aux élections universitaires. De manière générale, les enquêtes nous apprennent que l'école a du mal à instaurer la confiance dans les valeurs de la démocratie. Plus précisément, seuls les plus diplômés, les vainqueurs de la compétition scolaire, adhèrent profondément aux valeurs démocratiques et s'engagent dans la vie associative et politique, alors que les autres se méfient, et que ceux qui échouent se retournent même contre les valeurs prônées par l'école. On ne peut pas dire que la longue période de massification scolaire a été accompagnée d'une confiance croissante dans la démocratie et dans la raison.

Le retour à la normalité ne sera certainement pas le retour dans la meilleure des écoles. De la même manière que le retour des formes canoniques du baccalauréat ne sera pas celui de la justice et de l'objectivité des jugements scolaires. Le paradoxe même du baccalauréat ne sera pas réduit, puisqu'il restera un certificat de fin d'études secondaires acquis par 80 % des jeunes et un concours caché d'accès à l'enseignement supérieur en fonction des options, des mentions, des ambitions des familles et… du contrôle continu. Le culte du diplôme national est des plus

étranges alors que, dans l'enseignement supérieur, les enseignants évaluent « leurs » propres étudiants selon des modalités « locales » et que les diplômes restent bien « nationaux ». Examen national ou contrôle continu, le problème des élèves restera le même : comment savoir ce que l'on veut faire, comment s'orienter positivement et ne pas subir les hiérarchies scolaires qui dévalorisent systématiquement les formations techniques et professionnelles, dont la crise du Covid-19 nous rappelle qu'elles ne sont pas moins nécessaires que les « voies royales ».

Imaginons

Imaginons que demain, nous soyons capables d'équiper tous les collégiens et tous les lycéens d'un ordinateur et que chacun soit connecté. Imaginons que les enseignants le soient aussi et soient soutenus par un minimum d'expertise numérique dans chaque établissement. On peut penser que le travail scolaire changera de nature : les élèves accéderont aux cours et aux leçons en ligne, les exercices seront donnés et rendus de cette façon. Comme chaque enseignant aura une relation individuelle avec ses élèves, il ne pourra pas ignorer ce que font et ne peuvent pas faire les parents. Je ne décris là aucun paradis technologique, mais ce qui se fait déjà et de plus en plus, à condition que le ministère et la hiérarchie n'en fassent pas une obligation. Pourquoi, à l'université, maintenir des amphis de cinq cents étudiants qui devront, de toute manière, se procurer des polycopiés, pourquoi maintenir des cours de masse dont la fonction cachée est sans doute d'écœurer le plus grand nombre ?

Imaginons que le temps ainsi libéré soit consacré à ce que l'école française ne fait guère : *faire* quelque chose, et quelque chose ensemble. De très loin, les élèves français sont ceux qui déclarent le plus souvent étudier seuls et apprendre des leçons dans le seul but de passer des contrôles. Or le temps scolaire libéré pourrait être utilisé pour « faire des choses » : faire des expériences scientifiques, écrire des textes et faire du théâtre, monter des *fab labs*, parler des langues étrangères, découvrir des métiers et des activités professionnelles, faire du sport à l'école et pas uniquement de l'« éducation physique », faire de la musique… Ici, la présence des enseignants est indispensable, elle renouvelle leur métier, elle est susceptible de motiver les élèves et de leur apprendre à parler et à vivre ensemble

dans le cœur de l'école, pas seulement dans les marges de la vie scolaire, pas seulement dans le « périscolaire ».

Aujourd'hui, l'apprentissage de la citoyenneté ne peut pas se réduire aux cours d'histoire et aux leçons d'instruction civique. Il doit être une expérience de vie commune, une expérience démocratique, une expérience de la tolérance et de l'engagement exigeant un élargissement de la présence dans les établissements.

Tout cela n'a rien d'utopique, bien des établissements plus ou moins expérimentaux le font déjà et le niveau des élèves y est plutôt meilleur que dans les établissements plus conformistes. Nous sommes bien placés, en France, pour savoir que l'homogénéité formelle du système scolaire, les mêmes horaires, les mêmes examens, la promotion des mêmes méthodes, n'est certainement pas un facteur d'efficacité, d'égalité et de justice scolaires. Plutôt que de compter sur l'excellence de nos principes et de nos règles, mieux vaudrait s'appuyer sur la mobilisation, l'inventivité et l'enthousiasme des enseignants et des équipes éducatives.

Plutôt que de compter sur l'excellence de nos principes et de nos règles, mieux vaudrait s'appuyer sur la mobilisation, l'inventivité et l'enthousiasme des enseignants et des équipes éducatives.

La tendance au retour à la situation antérieure sera certainement des plus fortes. Chacun souhaitera retrouver une forme de sécurité et au sortir d'une crise, l'école croira sans doute plus encore aux mythes qu'elle aime entretenir sur elle-même. Pourtant, il ne faudrait pas oublier une des bonnes nouvelles de cette crise scolaire : la capacité d'engagement, de générosité et d'invention des enseignants. Elle montre que l'école peut changer, à condition que le ministère donne un peu de liberté aux enseignants et aux équipes, à condition aussi que la crise ne conduise pas à idéaliser notre système scolaire « d'avant ». Dans ce cas, par une étrange ruse de l'histoire, le virus aurait réalisé ce que ni les politiques ni les syndicats n'ont été capables d'accomplir : faire que notre école soit un peu moins inégalitaire et faire qu'elle éduque un peu mieux. Rien n'empêche de rêver !